

Pour transformer les promesses en réalisations

Le Président Abdoulaye Wade préconise moins d'études

Le président Abdoulaye Wade a officiellement ouvert le Forum sur l'éducation, mercredi matin, au Méridien Président, en présence du secrétaire général de l'Onu, M. Kofi Annan, et de plusieurs dirigeants d'institutions internationales, actives dans le domaine de l'éducation. Le chef de l'État sénégalais s'est adressé aux participants dans un discours très peu diplomatique, comme lui-même, l'a qualifié.

Le président Wade a tout d'abord critiqué l'intervention des bailleurs de fonds en faveur de l'Afrique. "Cette intervention, selon lui, est caractérisée par d'énormes gaspillages et lenteurs qui empêchent d'arriver à des résultats positifs et rapides". "L'aide extérieure en faveur de l'Afrique souffre aussi, a-t-il déclaré, des sommes faramineuses consacrées aux nombreuses études dont les conclusions dorment souvent dans les tiroirs". Il a cité, à titre d'exemple, le cas d'une étude en cours au Sénégal, ayant trait au chemin de fer, qui s'élève déjà à 10 milliards de Francs Cfa alors qu'elle n'a pas encore abouti à des conclusions. Comparativement à l'Afrique, l'Asie consacre moins d'énergie dans les études et arrive, pourtant, à de meilleurs résultats sur le plan économique, explique le président Wade. Il préconise dans ce domaine le principe de "moins d'études, plus de réalisations".

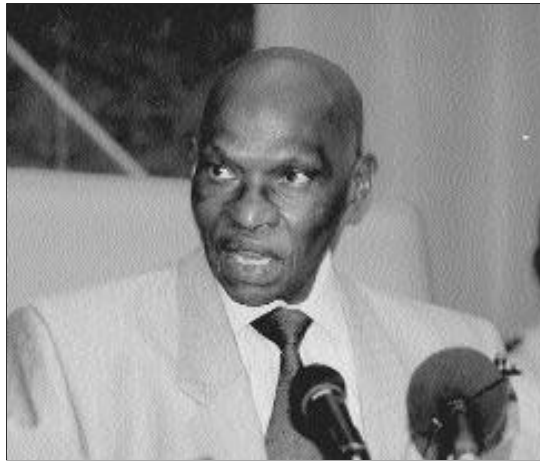
Le président Abdoulaye Wade a particulièrement plaidé pour un égal accès à l'éducation, entre les sexes. Le retard des femmes s'explique par leur difficulté à accéder à l'école. "Quand j'étais instituteur, j'avais une classe de 85 élèves, tous des garçons", a-t-il déclaré pour expliquer la présence inégale entre hommes et femmes constatés dans les sphères de décision. "Ici même, lance-t-il sur un ton ironique, il y a 0,5 % de femmes sur les 1500 participants ; c'est cela qu'il faut corriger, d'abord".

Le chef de l'État sénégalais a indiqué en outre que l'éducation en Afrique souffre tout autant de la faiblesse de l'offre d'accès au primaire que de la difficulté pour les diplômés de l'enseignement supérieur de trouver un emploi à l'issue

de leur formation. La solution à ce phénomène passe, en partie, par une réforme du système d'éducation qu'il préconise. Il s'agit d'écourter le cycle secondaire et de créer un nouveau cycle d'enseignement comparable aux systèmes des collèges universitaires dans les pays anglo saxons. ce système aura l'avantage, selon ses explications, de former un plus grand nombre jusqu'à un niveau comparable au premier cycle de l'enseignement supérieur et de désengorger les universités qui seront consacrées aux seconds cycles et aux études post universitaires.

M. Wade soutient que la formation des adultes qui n'ont pas pu accéder à l'enseignement classique doit passer par l'alphabétisation en langues nationales. Il convient juste de créer un environnement lettré dans ces langues par le biais de la publication de journaux, livres et autres supports de lecture pour accompagner les programmes d'alphabétisation.

Abdoulaye Wade a marqué son accord sur les orientations générales définies par M. Kofi Annan, dans sa déclaration au Forum.



Le constat des 6 porte-paroles

La planète est sous éduquée

Les représentants des six régions ont successivement présenté mercredi les cadres d'action régionaux dans la perspective de la recherche de solutions aux problèmes de l'éducation dans leur zone. Le constat général qui se dégage des études de cas présentés se résume à la sous-éducation dans la majorité des pays.

Le porte-parole des 47 pays du groupe des pays de l'Afrique au sud du Sahara, a affirmé que la situation de l'école était plus ou moins inquiétante. Il a souligné que dans la région, la disparité entre les sexes atteignait 52 à 76

pour cent chez les garçons et 40 à 48 pour cent chez les filles.

Les problèmes économiques et les conflits armés, a-t-il dit, sont les principales causes des déperditions scolaires qui ont considérablement augmenté dans la zone.

"Nous ne perdons pas espoir parce que le processus de démocratisation en cours sur le continent peut nous permettre de relever les défis de l'analphabétisme".

La situation dans la région arabe n'est pas reluisante. Seuls quelque 15 à 30 % des enfants en âge d'aller au préscolaire y sont inscrits. Les disparités

sont criardes entre les pays. Par exemple, le taux brut de scolarisation des enfants est de 25 % à Djibouti alors qu'il est de 100 % en Palestine.

Il y a dix ans, 9,4 millions d'enfants de cette région ne fréquentaient pas l'école. Ce taux sera ramené à 8,1 millions en 2010. Les filles sont moins scolarisées, a affirmé le porte-parole du groupe qui a ajouté que lorsqu'elles vont à l'école, leurs résultats sont meilleurs.

Dans la région Asie-Pacifique qui regroupe 44 pays, le taux brut de scolarisation relevé en 1990 dans 6 pays sur 9 oscillait entre 30 à 50 % en Asie du sud alors qu'il était de 75 à 100 % dans certains pays du Pacifique.

Dans la région des Amériques où vivent 820 millions d'habitants, des réformes sont en cours dans la majorité des pays pour une éducation de qualité. Le renforcement de la protection et de l'éducation de la petite enfance (4-5

ans), l'évaluation des systèmes internes à l'école sont des priorités.

Le groupe des pays les plus peuplés (+E-9+) ont fait des progrès dans l'enseignement primaire. Les dépenses affectées à la santé empêchent les états d'atteindre les objectifs.

En Europe, les changements politiques et économiques intervenus en 1990 dans la région ont eu souvent des incidences négatives, surtout en Europe Centrale.

Les Ong livrent un message ferme au monde

Le porte-parole de la soixantaine d'ONG de toutes les régions du monde qui se sont réunies au cours d'une consultation internationale deux jours plutôt avant l'ouverture du forum a fustigé mercredi à la séance d'ouverture du Forum, les gouvernements et les organismes de coopération bilatérale et internationale qui "n'ont pas honoré les promesses faites" depuis la rencontre de Jomtien, en Thaïlande, en 1990.

"La vision de Jomtien a été trahie parce que les objectifs de l'éducation pour tous sont non seulement loin d'être atteints mais aussi 125 millions d'enfants de par le monde sont exclus de l'école. Les inégalités et les disparités s'accroissent, surtout en Afrique au sud du Sahara qui n'est pas équipée pour décoloniser les mentalités" a dit le porte-parole des Ong, Mme Brégwa Jomo, présidente du Réseau Africain pour l'Education, au Kenya.

Dans une déclaration lue mercredi matin devant toutes les délégations réunies au forum, les ong estiment que le prix à payer pour réaliser l'Education pour tous s'élève à 8 milliards de dollars par an. Cette somme, indique-t-on, est l'équivalent de quatre jours de dépenses militaires mondiales. Elles ont alors appelé les pouvoirs publics africains à affecter 6% du produit national brut (PNB) au secteur de l'éducation en vue d'atteindre l'objectif de l'Education pour tous en 2015 et de réduire de 50 % également l'analphabétisme des adultes.

Le processus d'évaluation des acquis et des difficultés entrepris par les ong dans plusieurs pays a

permis de mettre en place la Campagne Mondiale pour l'Education qui suggère aux gouvernements et aux donateurs une révision des modalités d'octroi des aides d'ici à 2002. Sans cela, les trois cents délégués à la consultation internationale, dont les propos ont été rapportés au forum, estiment que les droits des 125 millions d'enfants seront violés quotidiennement. Les 2/3 des non scolarisés sont des filles alors qu'un adulte sur trois est analphabète en Afrique.

"Les gouvernements et les bailleurs de fonds doivent davantage manifester de volonté politique dans la lutte contre l'analphabétisme qui pourrait trouver un début de solution si déjà l'éducation de base était dispensée gratuitement" a déclaré Mme Brégwa Jomo également Présidente du Réseau Africain pour l'Education, au Kenya.

Les ONG ont indiqué au forum que le partenariat pourrait aider à trouver des solutions aux problèmes d'éducation. Elles ont plaidé pour l'établissement d'un lien entre l'éducation dite formelle et l'éducation non formelle. Parce que, selon elles, les disparités ne cessent de s'accroître, surtout en Afrique au sud du Sahara. Elles ont alors dénoncé également l'inégalité d'accès à l'école entre les garçons et les filles. Le seul moyen de réparer cette "injustice" "dure.



Mme Jeniffer Chinwela, porte-parole des ONG

L'éditorial
de Djibril DialloDirecteur Bureau des communications du PNUD
Porte-parole du Forum mondial sur l'Éducation

Repensons l'éducation

Pouvait-on mieux rêver que Dakar pour le déroulement du Forum mondial sur l'éducation ? Quelle heureuse coïncidence ! La capitale du Sénégal vient en effet de vivre des événements qui font honneur à tout le continent africain et adressent un signal fort au reste du monde : la tenue d'élections libres et régulières suivies d'une alternance civilisée.

C'est effectivement cela la bonne gouvernance si chère aux Nations unies. Le rapport du PNUD sur la pauvreté 2000, publié récemment, l'a bien expliqué : "pour que la démocratie donne de bons résultats, la population doit être informée". Clé du savoir, l'information est l'alpha et l'oméga de l'éducation.

En facilitant désormais l'accessibilité à la connaissance et au savoir, les progrès des nouvelles technologies nous obligent à repenser nos approches du développement. C'est l'objet de ce Forum. Comme l'a souligné Victor Ordonez, directeur du Bureau régional Asie et Pacifique de l'UNESCO, "les écoles doivent s'adapter aux évolutions et cette responsabilité incombe plus aux enseignants qu'aux étudiants. Les éducateurs doivent reconnaître qu'aujourd'hui les étudiants apprennent différemment et utilisent les nouvelles technologies pour s'instruire sans intermédiaire. Afin de rester des guides, les enseignants doivent eux aussi se réformer." Force est de reconnaître que face à la diffusion facile de l'information via Internet, la télévision et les médias, les professeurs ne peuvent plus se considérer comme les uniques sources du savoir.

Ce constat est valable aussi bien pour le Nord que pour le Sud. Mais à cette différence près : le Sud est privé de l'accès aux connaissances, ce qui reste une des caractéristiques les plus criantes de la pauvreté. Il est donc urgent de réduire les disparités socio-éducatives en diminuant le déséquilibre technologique Nord-Sud et en faisant prendre conscience aux dirigeants que l'éducation de base doit être à la disposition de tous et partout. Car l'éducation est la base des règlements de conflits, du respect de l'environnement, de la lutte contre la pauvreté ou du combat contre la discrimination. C'est donc le socle sur lequel sera bâti le développement. Si le Forum de Dakar prend cette donne en compte, une étape cruciale sera franchie dans le processus du développement humain.

L'administrateur du PNUD, Mark Malloch Brown, en proposant l'accès à Internet pour les démunis, démontre une vision claire : celle de l'importance des nouvelles technologies pour l'éducation et le progrès économique. Malloch Brown croit le Sud parfaitement capable de trouver ses propres réponses aux défis du changement.